



Les nouvelles mesures décidées par le CMPP

METHODOLOGIE

Mettre en œuvre une méthodologie et un processus de décision pour les dépenses d'investissements de l'Etat (Services du Premier ministre et ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

Renforcer la place de l'évaluation dans le processus décisionnel en matière d'investissements publics (Services du Premier ministre et ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

Procéder au bilan des démembrements de l'État afin d'analyser l'évolution de leur nombre et de leurs poids budgétaire et l'impact de leur création sur les effectifs des administrations (ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

Procéder à une évaluation des opérations d'externalisation conduites par les ministères afin d'affiner une méthodologie permettant de prioriser les externalisations et de préciser les conditions de réussite (ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

DEPENSES D'INTERVENTIONS

Renforcer le pilotage du dispositif du crédit d'impôt développement durable (CIDD) (ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement)

Améliorer la procédure de recouvrement et de suivi de la contribution supplémentaire à l'apprentissage (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé)

Améliorer la gestion financière des contrats aidés par la mise en place d'une comptabilité d'engagement hebdomadaire à l'ASP et dans Chorus (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé)

Mettre en œuvre la facturation individuelle des établissements de santé (FIDES) publics et privés d'intérêt collectif : fiabiliser l'ensemble des données hospitalières et facturer individuellement et directement les consultations et séjours aux caisses d'assurance maladie (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé et ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

Confier à l'Inspection Générale des Finances une mission de définition d'une méthodologie d'optimisation des politiques d'intervention (ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)



AUDIT ORGANISATION

Procéder au bilan des moyens affectés à l'action extérieure de l'État en administration centrale et à l'étranger, en dehors du ministère des Affaires étrangères et Européennes (ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

Procéder à un audit des dispositifs de formation initiale des fonctionnaires pour préciser les rapprochements envisageables entre écoles du service public (ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

OPERATEURS

Optimiser la gestion, le financement et la gouvernance de l'IFP Énergies Nouvelles (ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement et au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie)

Conduire un audit sur l'ADEME (ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement)

Optimiser la gestion et la programmation des activités du CEA (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie)

Conduire un audit sur l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé)

Mettre en place un pilotage stratégique des opérateurs de recherche (ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

Améliorer le pilotage et le dialogue de gestion entre le MESR et les universités autonomes (ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

Conduire un audit sur l'institut français du cheval et de l'équitation (ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire)

Conduire un audit sur FranceAgriMer (ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire)

Moderniser la gestion du centre Pompidou (ministère de la Culture et de la Communication)

Conduire un audit sur l'Opéra national de Paris (ministère de la Culture et de la Communication)

ACCELERATEURS

Optimiser les processus de délivrance des titres de navigation maritime (ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement)



Optimiser la performance de l'Agence de service et de paiement (ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire)

Conduire un programme de réingénierie de processus à la Direction générale des finances publiques dont le traitement des réclamations, le changement d'adresse des particuliers, la confection des comptes de gestion des collectivités locales et la gestion des dossiers des personnes hébergées en hôpital et en maison de retraite (ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat)

SIMPLIFICATIONS

Créer un guide interactif des déclarations sociales (Services du Premier ministre)

Offrir un service en ligne d'information et de conseil en matière d'orientation (Services du Premier ministre)

Améliorer le déroulement des procédures relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) (ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement)

Dispenser l'héritier direct de fournir, suite à un décès, un certificat d'hérédité ou un acte de notoriété pour la réalisation des démarches les plus courantes (ministère de la Justice et des Libertés)

Déclarer en ligne la cession de véhicules de particulier à particulier (ministère de la Justice et des Libertés et au ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration)

Permettre l'utilisation des factures électroniques grâce à l'insertion d'un code barre 2D à l'appui de l'ensemble des démarches administratives nécessitant ces justificatifs (ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration)

Simplifier les démarches liées à la construction des établissements recevant du public (ERP) (ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration)

Simplifier la transmission des listes électorales communales en préfectures (ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration)

Simplifier la procédure de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle (ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration)

Créer un service en ligne de référence des aides disponibles à la création d'entreprises (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie)

Faciliter l'immatriculation des associations au répertoire Sirène de l'INSEE (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie)



Informier en ligne en une seule fois les organismes publics de la reprise d'un emploi (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé)

Proposer un simulateur permettant de calculer le montant de la réduction de charge sur les bas salaires « dite réduction Fillon » (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé)

Améliorer la lisibilité du bulletin de salaire (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé)

Améliorer le service aux employeurs dans le cadre de l'utilisation du titre emploi service entreprise (TESE) (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé)

Permettre de consulter et de télécharger ses attestations de paiement et de suivre en ligne le paiement de ses indemnités journalières (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé)

Simplifier les marques fiscales des produits viticoles (ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

Harmoniser les modes d'échanges dématérialisés entre l'État et les collectivités territoriales (ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

Proposer aux associations un accès cohérent à l'information administrative et aux démarches en ligne (ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État)

Supprimer les redondances de pièces justificatives lors de l'inscription scolaire (ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative)